

• LES ACTUALITÉS •

Lucien Bouchard tente de vendre le projet de la Société du Havre

LIA LÉVESQUE

Si on veut que «le Québec soit sur la carte» et que Montréal poursuive son développement, le projet de la Société du Havre doit être lancé sans tarder, a déclaré hier le coprésident de la société, Lucien Bouchard.

Il appartient maintenant aux dirigeants politiques de prendre les décisions qui s'imposent, le mandat de la Société du Havre de Montréal tirant à sa fin, a ajouté l'ancien premier ministre du Québec, aux côtés de l'autre coprésident, l'ancien ministre libéral fédéral Francis Fox.

Présenté hier, le rapport final de la Société du Havre comporte une trentaine de recommandations sur les différents aspects du vaste projet de revitalisation du havre, un territoire de 10 kilomètres carrés.

Le projet Vision 2025 comprend, dans toutes ses phases, le réaménagement et le déplacement de l'autoroute Bonaventure, l'implantation d'un tramway, la création d'un centre récréotouristique, le développement de terrains en friche pour de l'immobilier, l'aménagement d'accès aux rives du fleuve, le développement d'activités nautiques et l'érection d'une centrale hydroélectrique.

Mais, avec une perspective plus mesurée, le rapport final propose d'abord de réaliser au cours des 10 prochaines années les projets qui nécessitent une mise de fonds publics moins importante. Les deux premières phases de construction et de réaménagement de l'autoroute Bonaventure coûteraient quelque 160 millions de dollars. Le rapport évalue toutefois le «coût du statu quo» à 120 millions d'ici 2025, puisque cette autoroute qui date de

l'Expo 67 devra éventuellement être rénovée.

Bien que le contexte économique ait changé depuis le début des travaux de la Société du Havre — avec la hausse des prix du pétrole qui a créé de l'incertitude et l'immobilier qui n'est plus dans une période d'embellie —, M. Bouchard «ne pense pas que ça puisse affecter l'ensemble du projet. Quant au secteur immobilier, il est simplement «cyclique», a dit M. Jacques Côté, président-directeur général de la société.

Si les trois ordres de gouvernement ne sont pas prêts à s'engager dans tous les projets, ils doivent au moins lancer les premières phases, ont fait valoir MM. Fox et Bouchard.

«Quand on pense qu'on suggère à trois gouvernements de dépenser moins de 500 millions au cours des 10 prochaines années pour agir comme levier de développement de ce secteur extraordinaire, c'est extrêmement réaliste. Qu'est-ce que c'est que 460 et quelques millions de dollars pour trois niveaux de gouvernement, quand il s'agit de développer l'économie de Montréal, et du Québec, et du Canada pour 10 ans? C'est extrêmement peu», s'est exclamé M. Bouchard.

L'ancien premier ministre a d'ailleurs déploré l'abandon du projet de centre de divertissement au bassin Peel, depuis que le Cirque du Soleil s'en est retiré. Le projet tardait à se réaliser à cause de la contestation de citoyens de Pointe-Saint-Charles et de groupes sociaux qui n'appréciaient pas la venue du casino près de ce quartier populaire. Il s'est demandé si un autre grand projet récréotouristique remplacera ce projet de centre de divertissement.

Presse canadienne



Lucien Bouchard

Le chauffard de l'environnement

Le gouvernement Charest a accumulé trop de points d'inaptitude, disent les écologistes

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Le gouvernement Charest a tellement attrapé de «contraventions environnementales» que les groupes écologistes ont révoqué hier son «permis de conduite en environnement», quitte à lui concéder un «permis restreint», qui ne lui accorde aucun droit à l'erreur d'ici la prochaine élection.

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) lui décerne deux contraventions pour avoir laissé le niveau des gaz à effet de serre du Québec augmenter jusqu'à plus de 10 % au-dessus du niveau historique de 1990 et pour avoir mis de côté le programme d'inspection obligatoire des véhicules automobiles, qui aurait en même temps réduit l'intensité du smog.

Pour sa part, le Front commun pour une gestion écologique des déchets décerne dix contraventions au gouvernement Charest pour l'agrandissement des lieux d'enfouissement de Sainte-Sophie (1 million de mètres cubes par année) et de Saint-Thomas-de-Joliette (1,2 million de mètres cubes par année) en les soustrayant à la procédure d'évaluation de leurs impacts.

Québec a aussi autorisé Lachenaie à enfouir 1,3 million de tonnes par année, dépassant même la demande du promoteur, ce qui conduit les citoyens à contester le projet devant les tribunaux.

Sur la Rive-Sud, le site de Saint-Nicéphore dépasserait les normes sur les émissions de biogaz, et les eaux souterraines près du site seraient altérées. D'autre part, Québec ne force ni l'arrêt ni la modernisation de l'incinérateur de Québec, le pire équipement nord-américain du genre pour ses rejets de dioxines et furannes. Enfin, à deux ans de l'échéance de la politique de réduction de 65 % du volume global des



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Richard Desjardins, porte-parole de L'Action boréale.

déchets, 55 des 90 municipalités seulement ont mis en vigueur un plan fonctionnel, ce qui risque fort de faire déraiper la politique. Quant aux redevances sur les déchets enfouis et les sols contaminés, le plan n'est toujours pas en vigueur.

Eau-Secours souligne de son côté le peu de progrès enregistrés du côté de la Politique nationale de l'eau, l'épandage légal de boues d'épuration municipales sur des terres agricoles, le feu vert de Québec aux 950 condos du mont Orford sans analyse des besoins en eau et la non-désinfection des eaux usées rejetées au fleuve.

L'Action boréale de Richard Desjardins reproche à Québec de ne pas livrer la marchandise en matière d'aires protégées, de cacher le bilan des forêts et d'augmenter l'exploitation par des moyens détournés. Il dénonce aussi le nouveau moratoire de cinq autres années pour mettre à l'abri des poursuites les adeptes de motoneige et de VTT.

Le Réseau québécois des groupes écologistes s'en prend à la

disparition de l'aide financière aux groupes environnementaux, au refus de Québec de débattre avec eux des enjeux, y compris la réduction de 10 % en dollars constants du budget du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, et dénonce le fait de n'avoir pas encore présenté un plan de lutte aux changements climatiques, d'avoir autorisé, par contre, la 25 et multiplié les budgets pour de nouvelles autoroutes, de favoriser le développement des ports méthaniers, d'avoir autorisé la centrale thermique de Bécancour en évitant de justesse le Suroît, d'envisager la rénovation de Gentilly II, de vouloir transférer l'argent du Fonds vert vers le Fonds des générations, de légaliser la privatisation de la gestion des aqueducs et des égouts municipaux, d'avoir levé le moratoire sur les porcheries dans les régions en surplus et de ne pas avoir implanté, comme promis, un système d'étiquetage des produits contenant des OGM.

Le Devoir

EN BREF

Montréal se défend d'espionner ses cols bleus

Tout en se défendant bien de se livrer à de l'espionnage, un arrondissement de la ville de Montréal mettra en place un système de localisation (GPS) pour suivre ses cols bleus dans leurs déplacements. L'objectif est d'accroître la productivité, disent les autorités. Michael Applebaum, le maire de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, a confirmé hier les informations rapportées par les médias voulant que cet arrondissement compte installer des systèmes de localisation dans des véhicules au service de la voirie d'ici l'hiver prochain. L'initiative survient au moment où les cols bleus de Montréal s'efforcent de combattre la perception selon laquelle ils sont paresseux et peu productifs. Rappelons que des équipes de cols bleus avaient fait l'objet de filature, au mois de janvier, et que cette enquête avait démontré qu'il avait fallu 90 heures à dix cols bleus pour colmater neuf nids-de-poule. — PC

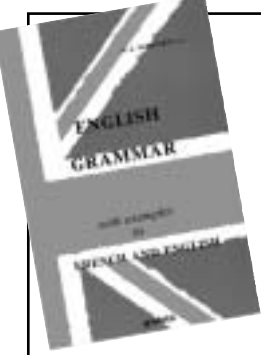
En français s.v.p.

Ottawa — Le gouvernement de Stephen Harper est disposé à renommer sa Loi sur l'imputabilité «Loi sur la responsabilité» afin de mieux respecter le français. Hier, le Bloc québécois a annoncé qu'il présenterait des amendements à cet effet lors de l'étude du projet de loi en comité parlementaire. «Il s'agit d'offrir aux francophones du Québec et des provinces une juste traduction du terme anglais "accountability"», a expliqué le député bloquiste Benoît Sauvageau. «"Imputabilité" et "responsabilité" ont des sens différents en français, a ajouté sa collègue Vivian Barbot. Le mot "responsabilité" signifie que les ministres sont responsables de leurs actes, même si l'échec d'une politique peut leur être imputé.» Au cabinet du premier ministre, on s'est dit prêt à considérer la demande. «On est ouverts à ça, a confié une source qui a requis l'anonymat. — PC

EN BREF

Coderre renonce à la direction du PLC

L'ex-ministre Denis Coderre a renoncé à se lancer dans la course au leadership libéral. Des sources ont indiqué à la Presse canadienne que le député montréalais, en voyage en Chine cette semaine, se demande maintenant s'il appuiera l'ancien premier ministre néodémocrate Bob Rae ou l'intellectuel torontois Michael Ignatieff. Les deux camps courtisent activement M. Coderre, réputé pour ses talents d'organisateur. — PC



W.J. McBRIARTY

ENGLISH GRAMMAR

Grammaire anglaise idéale pour les francophones d'ici et d'ailleurs

239 pages — 28,20 \$

GUÉRIN, éditeur ltée (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.



ROLEX
Cosmograph Daytona
Or jaune 18 carats

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL
(514) 866-3876

Université d'Ottawa



GILLES COMEAU ET ÉLISABETH BÉLANGER-HARDY

UN LABORATOIRE QUI A DU RYTHME

Le professeur Gilles Comeau et son équipe croient qu'il est possible de faciliter et d'améliorer l'apprentissage du piano. Le Laboratoire de recherche en pédagogie du piano, le premier du genre au Canada, regroupe des chercheurs du Canada et de l'étranger spécialisés en musique, en psychologie, en sciences cognitives, en neurosciences, en éducation, en communication, en sciences de la santé, ainsi qu'en génie et en technologie de l'information. L'équipement de pointe du Laboratoire permet aux experts d'observer les phénomènes cognitifs, auditifs, moteurs et visuels du jeu pianistique et de son apprentissage.

Pour en savoir plus, allez à www.rapport.uOttawa.ca.



À l'enseigne du leadership Au cœur du Canada, ancrée dans le présent et tournée vers l'avenir, l'Université d'Ottawa met ses chefs de file au service de la formation des leaders de demain. Elle contribue ainsi à transmettre le savoir, étape essentielle devant permettre à chaque nouvelle génération de repousser les limites des connaissances et à l'humanité entière de poursuivre encore et toujours son évolution.

L'Université canadienne
Canada's university